



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative - Porte J  
34 Avenue du Maréchal Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LOIR ET CHER ENROBES**

53-69 quai Henri Chavigny  
BP 1316  
41000 Blois

Références : 2025/787  
Code AIOT : 0010004939

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement LOIR ET CHER ENROBES implanté "Bel Air" 158, Rue de Vendôme 41330 Fossé. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été effectuée dans le cadre du suivi du site et en prévision de la commission de suivi des sites de "Bel Air" à FOSSÉ programmée pour le 4 décembre 2025.  
La centrale n'était pas en fonctionnement lors de l'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOIR ET CHER ENROBES
- "Bel Air" 158, Rue de Vendôme 41330 Fossé
- Code AIOT : 0010004939
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers.

Le site est soumis à :

- Autorisation au titre des rubriques 2521.1.A : Enrobage à chaud, 2517-2 : Station de transit de produits minéraux ( AP n° 2014-125-0011 du 05 mai 2014)
  - Enregistrement au titre de la rubrique 2515.1c Broyage, concassage, criblage,
  - Déclaration au titre de la rubrique : 1520.2 Dépôt de houille
- Décision préfectorale d'antériorité du 4 mai 2017 concernant la rubrique 4801-2 (Déclaration)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 05/04/2014, article 3.5.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Conformité aux dossiers et modifications	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.1	Sans objet
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.2	Sans objet
5	Station de transit de produits minéraux solides (2517)	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 4.4.1	Sans objet
6	Niveaux sonores en limite de propriété	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau potable
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les ouvrages de prélèvement en eaux de surface et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs...[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les factures d'eau indiquant le volume d'eau consommé pour l'année 2024 : Du 01/01 au 09/04 = 17 m <sup>3</sup> Du 09/04 au 03/10 = 66 m <sup>3</sup> Du 03/10 au 31/12 = 46 m <sup>3</sup> Soit un total de 129 m <sup>3</sup> L'exploitant a précisé qu'une canalisation a été cassée pendant les travaux en décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux (fréquence annuelle)
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant devra réaliser, à minima, une analyse par an des rejets aqueux issus des séparateurs à hydrocarbures. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les résultats d'analyses des rejets aqueux (sortie du séparateur vers le milieu naturel) réalisés le 15/04/2024 et le 17/03/2025. Un léger dépassement du seuil limite autorisé des MES a été constaté sur les deux années : <ul style="list-style-type: none"><li>• 40 mg/l en 2024 et 47 mg/l en 2025 (pour une limite de 30 mg/l)</li></ul> Les autres résultats d'analyses (pH, T°, DCO, DBO5, DBO, Hydrocarbures) sont inférieurs aux valeurs limites autorisées.

<p>Constat : L'inspection constate toujours des dépassements malgré les aménagements effectués (réfection et modifications des bassins de rejets des eaux). L'exploitant a indiqué que de nouvelles modifications vont être effectuées sur les canalisations d'évacuation des eaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 3 : Bassin de confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sont recueillies dans un bassin de confinement d'un volume minimum de 200 m<sup>3</sup>. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection de 2023 et au constat de sous-dimensionnement du bassin, de son mauvais état et de son manque d'entretien, le bassin de confinement des eaux d'incendie a été refait (étanchéité) et agrandi.</p> <p>Un bassin de récupération des eaux de pluie a également été créé.</p> <p>Le volume du bassin de rétention des eaux d'incendie est maintenant de 330 m<sup>3</sup>, complété par le bassin de récupération des eaux de pluie d'un volume de 50 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'isolement des bassins permettant le confinement des eaux est assuré par les clapets des pompes de relevage.</p> <p>Constat : Il y a donc une capacité de rétention des eaux d'incendie de 380 m<sup>3</sup> au total.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Installations électriques – Mise à la terre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2014, article 3.5.2.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute</p>

défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de vérification électrique et le compte rendu de vérification (Q18) effectué par « Bureau Véritas » le 13/06/2025. La vérification des installations de Haute Tension n'a fait l'objet d'aucune observation. La vérification des installations de Basse et Très Basse Tension a fait l'objet de trois observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inadaptation du dispositif de protection contre les surintensités sur disjoncteur général ;</li> <li>- Non fonctionnement de l'éclairage de sécurité situé dans le poste de transformation ;</li> <li>- Alimentation directe du climatiseur du bureau / bascule au réseau sans l'intermédiaire d'une prise de courant.</li> </ul> <p>Constat : L'exploitant a justifié que les démarches sont en cours pour les interventions relatives aux mises en conformité des installations électriques.</p> <p>Le rendez-vous est programmé pour le 7 novembre 2025.</p> <p>Les justificatifs d'intervention seront établis par la suite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Station de transit de produits minéraux solides (2517)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des matériaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieures à 60 000 m<sup>3</sup> et la hauteur des tas est limitée à 7 mètres.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un plan justifiant les volumes des stocks sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le volume total de matériaux comptabilisé au 27 août 2025 est de 41165 m<sup>3</sup>.</li> <li>- La hauteur des tas de stockages de matériaux n'a pas été mesurée, mais l'inspection estime que la hauteur des tas n'est pas supérieure à 7 mètres.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Niveaux sonores en limite de propriété**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

[...] Les émissions sonores générées par l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En outre, les niveaux de pression acoustique à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles édictées au b) ci-dessus sont les suivants :

Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)		
Emplacement du point de mesure	du lundi au vendredi de 7 h à 22 h	du lundi au vendredi de 22 h à 7 h
En limite de propriété	65 dB(A)	60 dB(A)

**Constats :**

À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de contrôle de bruit effectué par l'APAVE. Les mesurages des niveaux sonores émis dans l'environnement, effectués le 02/06/2025 ont permis de constater que les installations respectent les critères définis par l'arrêté spécifique au site ou par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Constat : Les niveaux en limite de propriété et les émergences sont conformes aux valeurs limites

réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conformité aux dossiers et modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 4718 (Gaz inflammables liquéfiés)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet un projet d'installation d'un réservoir de stockage aérien de GPL permettant d'alimenter en énergie le tube sécheur malaxeur de l'installation.</p> <p>Afin de réduire les coûts de fonctionnement, l'exploitant souhaitait privilégier le fonctionnement au propane par citerne, plutôt que le gaz de ville alimenté par canalisation.</p> <p>Une citerne de 70 m<sup>3</sup> (soit 32 tonnes de GPL) à été installée sur le site par ANTARGAZ, fournisseur d'énergie, mais le remplissage n'a pas été effectué du fait de l'augmentation des prix du gaz.</p> <p>En mars 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classée par courrier de la non réalisation de ce projet.</p> <p>Constat : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la citerne et son installation sont toujours présentes sur le site.</p> <p>L'exploitant a précisé que la citerne est vide et n'a jamais été alimentée en gaz.</p> <p>Du fait de l'abandon de cet aménagement, l'exploitant devra procéder à l'enlèvement de la citerne et de ses installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois